

1

AFEP

11 avenue Delcassé, Paris
Le bras armé du CAC40 pour défendre ses intérêts au cœur de l'État et freiner les mesures de justice fiscale

Emanation du CAC40, l'Association française des entreprises privées (AFEP) cultive des relations étroites avec les administrations d'État, notamment le ministère des Finances qu'elle se vante d'avoir « au téléphone dix fois par jour ». Elle est informée à l'avance des futures normes et législations et peut transmettre ses remarques et suggestions avant même que les parlementaires et la société civile ne soient informés des projets. La fiscalité constitue l'un des principaux chevaux de bataille de l'AFEP. Depuis des années, elle se plaint des impôts « excessifs » qui pèseraient sur les entreprises en France. Elle s'est aussi attaquée à la lutte contre l'optimisation fiscale et en particulier au « reporting pays par pays » public, mesure qui permettrait de mettre à jour les éventuelles manipulations fiscales des grands groupes. Adoptée partiellement par les députés en 2016, la disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel, qui a repris l'argument de l'AFEP que la mesure portait atteinte au secret des affaires¹.

1) <http://multinationales.org/Quand-le-Conseil-constitutionnel-se-fait-le-gardien-des-interets-des-grandes>

L'AFEP CULTIVE DES RELATIONS ÉTROITES AVEC LES ADMINISTRATIONS D'ÉTAT, NOTAMMENT LE MINISTÈRE DES FINANCES QU'ELLE SE VANTE D'AVOIR « AU TÉLÉPHONE DIX FOIS PAR JOUR ».

2

SANOFI

54 rue La Boétie, Paris
Le fan n°1 du crédit impôt recherche, niche d'optimisation fiscale made in France

Depuis plusieurs années, Sanofi enchaîne les restructurations et les suppressions d'emploi. En même temps, l'entreprise verse des rémunérations mirobolantes à ses dirigeants et distribue généreusement les dividendes à ses actionnaires. Même logique en ce qui concerne l'impôt : d'un côté, Sanofi multiplie les manœuvres pour réduire son ardoise fiscale en France, comme la création d'une banque interne en Belgique pour bénéficier des intérêts notionnels ou de filiales ailleurs pour concentrer les revenus de ses brevets¹. De l'autre, l'entreprise figure parmi les principaux bénéficiaires des crédits d'impôts en France, notamment le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le Crédit d'impôt recherche (CIR). Malgré les 130 millions d'euros touchés chaque année au titre du CIR, Sanofi continue à réduire ses capacités de recherche en France. Les abus auquel donne lieu le Crédit impôt recherche, en l'absence de critères rigoureux et de contrôle, l'apparentent à un dispositif d'optimisation fiscale « made in France », servant à attirer les multinationales sans contrepartie réelle en termes de R&D. Les dirigeants de Sanofi, eux, défendent le dispositif en menaçant implicitement de supprimer encore davantage d'emplois de chercheurs dans le pays s'il était abandonné ou limité².

1) <http://www.humanite.fr/social-eco/comment-sanofi-se-soustrait-l-impot-552321>
2) https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20150316/ce_cir.html#toc2 et <http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/vidéo-cash-investigation-emmanuel-macron-et-le-cas-sanofi-826283.html>

MALGRÉ LES 130 MILLIONS D'EUROS TOUCHÉS CHAQUE ANNÉE AU TITRE DU CIR, SANOFI ENCHAÎNE LES RESTRUCTURATIONS ET LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI.

3

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

67 rue de la Boétie, Paris
La banque qui vous aide à déposer votre argent sous le soleil des Caraïbes

La Société Générale a particulièrement été visée par les révélations des Panama Papers en avril 2016 : la banque a en effet créé, via Mossack Fonseca, pas moins de 979 sociétés offshore entre 1977 et 2015¹, score qui la situe dans le top 5 des banques utilisant le plus les services du cabinet panaméen. Une enquête préliminaire pour blanchiment a été ouverte en France par le Parquet national financier. En effet, si permettre l'ouverture d'une société offshore, c'est-à-dire d'une société dans un pays qui n'est pas celui de votre résidence fiscale, n'est pas un problème en soi, cela peut permettre de dissimuler de l'argent non seulement au fisc, mais aussi aux contrôles judiciaires de toute sorte. Ces révélations ont également fait couler cher au directeur général de la Société Générale, Frédéric Oudéa, qui avait témoigné sous serment en 2012 devant le Sénat français que sa banque n'avait plus d'activité au Panama, ni dans un autre territoire non coopératif. Le bureau du Sénat a cependant renoncé à engager des poursuites pour faux témoignage. Au-delà de l'affaire des Panama Papers, la présence de la Société Générale dans des paradis fiscaux pose de nombreuses questions : en 2014, ses activités dans ces territoires rapportaient 4 fois plus de bénéfices que dans les autres pays, alors que ses salariés y sont 16 fois moins nombreux².

1) <http://abonnes.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/05/panama-papers-les-979-societes-offshore-creees-par-la-societe-generale-via-mossack-fonseca-4895993-4890278.html>
2) <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-banques.pdf>

4

STARBUCKS

162 rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris
La chaîne qui vous offre un café garanti 100% sans contribution fiscale

Starbucks est l'une des premières multinationales à s'être retrouvée au cœur d'une controverse de grande ampleur en 2012 suite à une enquête de l'agence Reuters¹, qui a montré comment, en transférant une partie de ses profits aux Pays Bas et en Suisse, la filiale britannique de Starbucks n'avait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis 3 ans. Même montage, mêmes effets : selon BFM business², en France non plus, l'entreprise n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis son installation. C'est au Royaume-Uni que les révélations ont fait le plus de bruit : le mouvement britannique Uncut a lancé une importante opération de boycott qui a contraint l'entreprise à sortir du silence, et à annoncer notamment qu'elle allait désormais « payer l'impôt sur les sociétés au Royaume Uni ». Déclaration qui a étonné le responsable de la politique fiscale de KPMG au Royaume-Uni, qui a déclaré : « C'est la première fois que je vois l'opinion publique faire changer d'avis une compagnie influente et puissante comme Starbucks³ ». Ces annonces n'ont pas suffi à convaincre la Commission européenne, qui a ouvert une enquête en 2014 sur les pratiques fiscales de Starbucks, et conclu un an plus tard au caractère illégal de certains avantages octroyés par les Pays-Bas à l'entreprise, en enjoignant ce pays à récupérer le manque à gagner (estimé entre 20 et 30 millions d'euros). Mais les Pays-Bas ont fait appel...

1) <http://uk.reuters.com/article/us-britain-starbucks-tax-idUKBRE89E0EX20121015>
2) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/votre-argent/starbucks-n-a-pas-payé-d-impot-france-depuis-installation-375004.html>
3) http://www.lepoint.fr/monde/haro-sur-les-starbucks-britanniques-08-12-2012-1547273_24.php

5

FRESHFIELDS

2 rue Paul Cézanne, Paris
Un État vous demande de payer des impôts ? Parlez-en à nos avocats, et nous vous aiderons à les poursuivre en justice !

Freshfields est le cabinet d'avocats dominant dans le secteur de l'arbitrage entre investisseur et État. Ces procédures (nommées ISDS pour leur acronyme en anglais) permettent aux investisseurs étrangers de poursuivre en justice un État, sur la base d'un traité de commerce et d'investissement, simplement parce que son gouvernement prend des mesures qui nuisent à son taux de profit. Freshfields offre les services d'avocats et d'arbitres dans ces procédures, qui coûtent en moyenne 8 millions de dollars américains aux États. Prenons le cas de Vodafone en Inde¹ pour mieux comprendre ces procédures d'arbitrage et comment elles peuvent être antinomiques à la justice fiscale. Vodafone est maintenant le principal opérateur mobile en Inde avec 180 millions de clients. Vodafone a acheté une entreprise indienne de télécommunications, Hutchinson Essar Ltd, en 2007 à travers de nombreuses filiales, dont certaines basées aux îles Caïmans et à l'île Maurice. Résultat : Vodafone n'a payé aucun impôt sur cette transaction de 11 milliards de dollars américains. Lorsque le gouvernement indien lui a demandé des comptes, l'entreprise a poursuivi l'Inde en justice devant un tribunal d'arbitrage. La procédure est toujours en cours. Conséquence de cette affaire et d'autres, l'Inde a aujourd'hui décidé de renégocier tous ses traités de commerce et d'investissement.

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE JE VOIS L'OPINION PUBLIQUE FAIRE CHANGER D'AVIS UNE COMPAGNIE INFLUENTE ET PUISSANTE COMME STARBUCKS ». KPMG

1) <http://uk.reuters.com/article/us-britain-starbucks-tax-idUKBRE89E0EX20121015>

6

ASSOCIATION FRANÇAISE DE LA GESTION FINANCIÈRE

41 rue de la Bienfaisance, Paris
Le lobby qui rêve d'imiter le Luxembourg à Paris

L'Association française de la gestion financière (AFG) représente les professionnels de la gestion d'actifs boursiers - un secteur dominé par les grandes banques et sociétés d'assurance (Amundi, Natixis, Axa, BNP...). Présente à la fois à Paris et à Bruxelles où elle dispose de trois lobbyistes à plein temps, l'AFG défend les intérêts de la finance française contre toutes les formes de régulation ou de taxation. Elle s'oppose depuis toujours, par exemple, à la taxe sur les transactions financières (TTF). Il y a quelques mois, elle a présenté au gouvernement une série de propositions pour que la place de Paris tire parti du Brexit en attirant les traders de Londres. Ses recettes ? Supprimer une ribambelle de taxes et créer une « zone franche financière » en plein Paris, ainsi que dans l'Est de la France à proximité de la frontière luxembourgeoise¹.

1) <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/brexit-une-zone-franche-a-paris-pour-concurrencer-le-luxembourg-618665.htm>

EUROPEAN FUND AND ASSET MANAGEMENT ASSOCIATION

EFAMA à Bruxelles est l'équivalent européen de l'Association française de la gestion financière. En 2015, EFAMA a fait du lobbying contre des mesures européennes pour garantir une plus grande transparence sur la fiscalité des entreprises. Leur argument : cela nuirait à l'économie européenne. EFAMA, fervent défenseur de l'opacité fiscale, est membre du groupe d'experts de la Commission européenne sur l'échange automatique de données fiscales. La Commission demande donc aux pyromanes d'éteindre le feu de l'évasion fiscale.

7

FLEISHMANHILLARD

37-39 rue de la Bienfaisance, Paris
Les autorités vous posent des questions gênantes ? Demandez à nos lobbyistes de vous aider à y répondre et protéger votre réputation

FleishmanHillard est une entreprise de consultants spécialiste du lobbying, des relations publiques et de la communication : un poids lourd du secteur au niveau mondial, présente aussi bien à Bruxelles qu'à Paris et dans bien d'autres pays. A Bruxelles, elle employait 51 personnes en 2015, pour un budget de plus de 6 millions d'euros. Suite aux scandales Luxleaks, Swissleaks et Panama papers, le Parlement européen a créé une commission d'enquête pour questionner certaines multinationales sur leurs pratiques d'évasion et d'optimisation fiscales. L'équipe "taxation" de FleishmanHillard à Bruxelles a offert à ses clients (qui incluent BNP Paribas, Barclays, HSBC, etc.) d'anticiper les questions difficiles et de les préparer à ces auditions. Ils offraient notamment à leurs clients des analyses détaillées par entreprise et les préparaient en leur faisant passer des auditions tests¹.

1) <http://fleishmanhillard.eu/work/companies-put-spotlight-european-parliament-invited-public-hearings-tax-avoidance-practices/>

8

EUROFI

66, rue de Miromesnil, Paris
Comment faire passer vos messages aux plus hauts dirigeants ? Rencontrez-les en toute discrétion grâce à votre association européenne !

Eurofi est un think tank actif à Bruxelles et à Paris. Ses membres incluent la Société générale, PricewaterhouseCoopers, le Crédit agricole, la Caisse des dépôts, le Groupe BPCE, etc. Son principal objectif est d'aider les industriels et les décideurs politiques à élaborer des positions communes en termes de réglementation financière. Mais Eurofi n'est pas dans le registre de transparence de la Commission européenne. Ils refusent donc de révéler leurs activités de lobbying au grand public. Eurofi organise des événements de haut niveau. En 2015, leur dîner de gala au Luxembourg a été inauguré par le Ministre des Finances du pays. Au cours de ce forum, les entreprises membres d'Eurofi ont affirmé aux décideurs politiques européens que les impôts étaient une des causes de la stagnation des investissements en Europe¹.

1) <http://luxembourg2015.eurofi.net/overall-summary/>

SPÉCIAL JUSTICE FISCALE

LOBBY TOUR IN PARIS

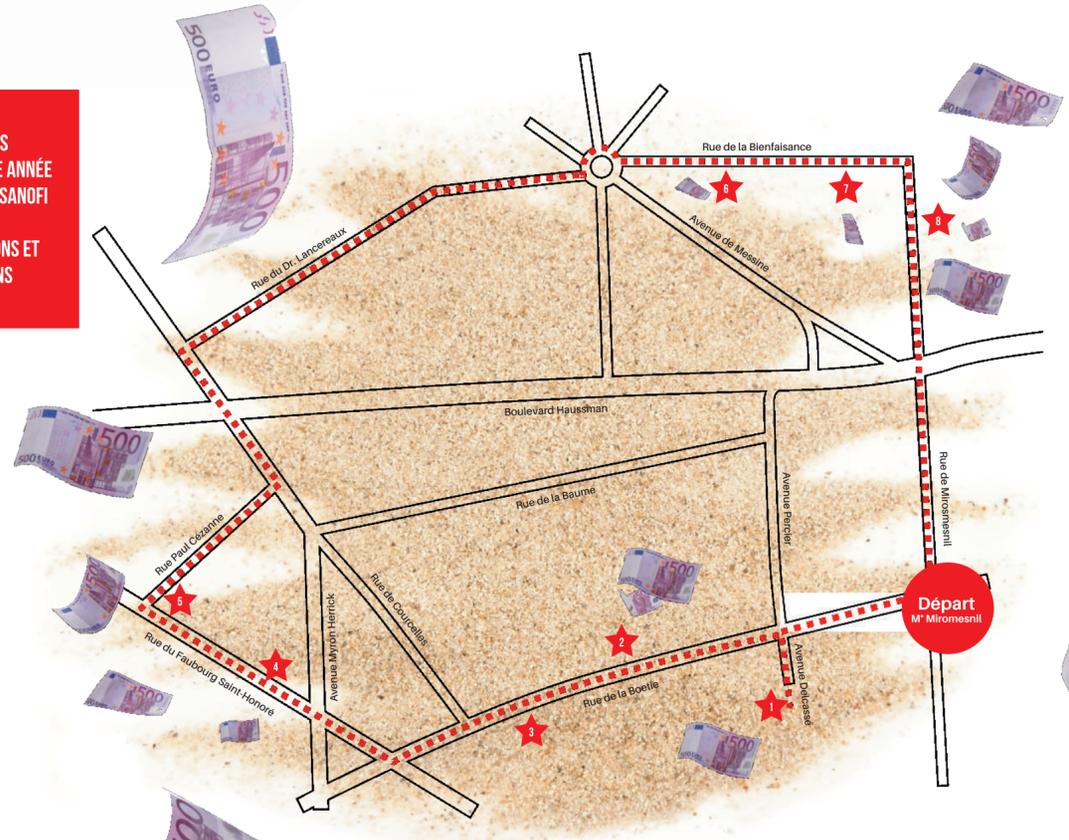
L'ÉVASION FISCALE, C'EST UN MANQUE À GAGNER POUR L'ÉTAT ET LES CITOYEN-NE-S, MAIS C'EST AUSSI UN BUSINESS DONT PROFITENT TOUTE UNE SÉRIE D'ACTEURS ÉCONOMIQUES, QUI ONT TOUT INTÉRÊT À CE QUE RIEN NE CHANGE



Luxleaks, Swissleaks, Offshore leaks, Panama Papers... En matière de fraude et d'évasion fiscales, les scandales se suivent et se ressemblent, mais les réponses politiques restent extrêmement timides. Les mauvaises pratiques persistent, et les mesures les plus basiques de justice fiscale, comme le reporting pays par pays public, sont sans cesse retardées.

L'ÉVASION FISCALE DES GRANDES ENTREPRISES, QUE CERTAINS APPELLENT POLIMENT « OPTIMISATION FISCALE », CE SONT DES PRATIQUES LÉGALES, OU À LA LIMITE DE LA LÉGALITÉ, QUI CONSISTENT À MULTIPLIER LES MONTAGES POUR DIMINUER DRASTIQUEMENT LES FEUILLES D'IMPÔTS

Ce guide vous propose de partir à la découverte des entreprises, institutions financières, firmes d'audit, cabinets de lobbying, associations professionnelles et autres qui contribuent à freiner les avancées, en France et au niveau européen. L'évasion fiscale des grandes entreprises, que certains appellent poliment « optimisation fiscale », ce sont des pratiques légales, ou à la limite de la légalité, qui consistent à multiplier les montages pour diminuer drastiquement les feuilles d'impôts et représentent donc un manque à gagner très important pour l'État et les citoyens. Mais c'est aussi un business dont profitent toute une série d'acteurs économiques, qui ont tout intérêt à ce que rien ne change.



GRANDE ÉVASION

1 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Cours Valmy, La Défense
La banque qui vous aide à déposer votre argent sous le soleil des Caraïbes

La Société Générale a particulièrement été visée par les révélations des Panama Papers en avril 2016 : la banque a en effet créé, via Mossack Fonseca, pas moins de 979 sociétés offshore entre 1977 et 2015¹, score qui la situe dans le top 5 des banques utilisant le plus les services du cabinet panaméen. Une enquête préliminaire pour blanchiment a été ouverte en France par le Parquet national financier. En effet, si permettre l'ouverture d'une société offshore, c'est-à-dire d'une société dans un pays qui n'est pas celui de votre résidence fiscale, n'est pas un problème en soi, cela peut permettre de dissimuler de l'argent non seulement au fisc, mais aussi aux contrôles judiciaires de toute sorte. Ces révélations ont également failli coûter cher au directeur général de la Société Générale, Frédéric Oudéa, qui avait témoigné sous serment en 2012 devant le Sénat français que sa banque n'avait plus d'activité au Panama, ni dans un autre territoire non coopératif. Le bureau du Sénat a cependant renoncé à engager des poursuites pour faux témoignage. Au-delà de l'affaire des Panama Papers, la présence de la Société Générale dans des paradis fiscaux pose de nombreuses questions : en 2014, ses activités dans ces territoires rapportaient 4 fois plus de bénéfices que dans les autres pays, alors que ses salariés y sont 16 fois moins nombreux²...

1 http://abonnes.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/05/panama-papers-les-979-societes-offshore-creees-par-la-societe-generale-via-mossack-fonseca_4895993_4890278.html
2 <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-banques.pdf>

4 EDF

20 Place de la Défense, La Défense
Quand une entreprise publique fait de l'optimisation fiscale aux dépens de son principal actionnaire : l'État
Une firme dont l'État français détient 84% ne devrait-elle pas montrer l'exemple en matière de paiement de ses impôts ? EDF a pourtant été mise en cause à plusieurs reprises pour ses pratiques fiscales douteuses, comme l'implantation de filiales spécialisées dans l'assurance en Irlande, au Luxembourg et aux Bermudes. Une autre filiale aux Pays-Bas lui permet de ne pas payer d'impôts sur ses bénéfices réalisés en Pologne. EDF a aussi créé en 2008 une banque de financement interne en Belgique pour bénéficier de l'avantage fiscal des « intérêts notionnels ». Bilan ? Un manque-à-gagner pour le fisc français se chiffrent en centaines de millions d'euros.

Le cas d'EDF n'est pas isolé, puisque d'autres grands groupes dont l'État est un actionnaire majeur, comme Aéroports de Paris, Orange, Engie ou encore Renault ont eux aussi été pris en flagrant délit d'optimisation fiscale. Le ministre de l'Économie Michel Sapin s'en est ému publiquement suite aux révélations de la presse sur EDF, mais il n'y a jamais eu de suites¹.

1) <http://multinationales.org/Entreprises-publiques-et-optimisation-fiscale-apres-EDF-Aeroports-de-Paris> ; <http://multinationales.org/Questions-sur-les-pratiques-de> ; <http://multinationales.org/Optimisation-fiscale-en-Belgique>

LE CAS D'EDF N'EST PAS ISOLÉ, D'AUTRES GRANDS GROUPES DONT L'ÉTAT EST UN ACTIONNAIRE MAJEUR, ONT EUX AUSSI ÉTÉ PRIS EN FLAGRANT DÉLIT D'OPTIMISATION FISCALE.

2 MCDONALD'S

Centre commercial des 4 Temps, La Défense
Au menu de MacDo, on ne trouve pas que des frites et des hamburgers, mais aussi de savants montages luxembourgeois

Grâce à un rapport d'une coalition de syndicats judiciairement intitulé « Unhappy Meal »¹, le grand public a pu avoir connaissance, en février 2015 de l'existence de la très productive filiale luxembourgeoise de McDonald's : McDonald's Europe Franchising SARL. Avec à peine 15 salariés, cette filiale serait parvenue à dégager 284,3 millions d'euros en 2013, taxés à 1,46 %². Au cœur de cette productivité extraordinaire, un schéma bien classique d'« optimisation fiscale agressive » qui aurait coûté au fisc français plusieurs centaines de millions d'euros d'impôts. La filiale luxembourgeoise abrite en effet la marque McDonald's. Tous les McDonald's d'Europe payent cette filiale (à hauteur de 10 à 20 % de leur chiffre d'affaires) pour utiliser la marque. C'est donc une partie importante des revenus de McDonald d'Europe qui arrivent au Luxembourg, où ils sont très peu imposés, grâce au régime fiscal avantageux mis en place par ce pays pour les revenus tirés des marques. Suite à ces révélations, la Commission européenne a ouvert une enquête pour vérifier si ces pratiques sont conformes au droit communautaire.

1) <http://www.waronwant.org/media/unhappy-meal-%E2%82%AC1-billion-tax-avoidance-menu-mcdonalds> <http://www.waronwant.org/media/unhappy-meal-%E2%82%AC1-billion-tax-avoidance-menu-mcdonalds>
2) http://www.challenges.fr/entreprise/quand-mcdonald-s-passe-maitre-dans-l-art-de-l-evasion-fiscale_99175 http://www.challenges.fr/entreprise/quand-mcdonald-s-passe-maitre-dans-l-art-de-l-evasion-fiscale_99175

5 STARBUCKS

90-102 Esplanade du Général de Gaulle, La Défense
La chaîne qui vous offre un café garanti 100% sans contribution fiscale
Starbucks est l'une des premières multinationales à s'être retrouvée au cœur d'une controverse de grande ampleur en 2012 suite à une enquête de l'agence Reuters¹, qui a montré comment, en transférant une partie de ses profits aux Pays-Bas et en Suisse, la filiale britannique de Starbucks n'avait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis 3 ans. Même montage, mêmes effets : selon BFM business², en France non plus, l'entreprise n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis son installation. C'est au Royaume-Uni que les révélations ont fait le plus de bruit : le mouvement britannique Uncut a lancé une importante opération de boycott qui a contraint l'entreprise à sortir du silence, et à annoncer notamment qu'elle allait désormais « payer l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni ». Déclaration qui a étonné le responsable de la politique fiscale de KPMG au Royaume-Uni, qui a déclaré : « C'est la première fois que je vois l'opinion publique faire changer d'avis une compagnie influente et puissante comme Starbucks »³. Ces annonces n'ont pas suffi à convaincre la Commission européenne, qui a ouvert une enquête en 2014 sur les pratiques fiscales de Starbucks, et conclu un an plus tard au caractère illégal de certains avantages octroyés par les Pays-Bas à l'entreprise, en enjoignant ce pays à récupérer le manque à gagner (estimé entre 20 et 30 millions d'euros). Mais les Pays-Bas ont fait appel...

1) <http://uk.reuters.com/article/us-britain-starbucks-tax-idUKBRE89E0EX20121015>
2) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/votre-argent/starbucks-n-a-pas-payé-d-impot-france-depuis-l'installation-375004.html>
3) http://www.lepoint.fr/monde/haro-sur-les-starbucks-britanniques-08-12-2012-1547273_24.php

3 PRICEWATERHOUSECOOPERS

PB5 Passage Franklin, La Défense
PwC joue en eaux (très) troubles mais les poursuites judiciaires se tournent vers les lanceurs d'alerte

PricewaterhouseCoopers fait partie, avec Ernst and Young, Deloitte et KPMG des Big 4, c'est-à-dire du club des quatre plus gros cabinets de conseil et d'audit au monde, exerçant à la fois des activités de conseil en « optimisation fiscale » et de vérification des comptes pour les multinationales. PwC a vu ses pratiques douteuses révélées au monde entier avec l'affaire du Luxleaks, qui a éclaté en novembre 2014. PwC est en effet l'intermédiaire qui a négocié avec l'administration luxembourgeoise pour le compte de plusieurs centaines d'entreprises multinationales les très avantageux « rulings » qui ont été rendus publics par le Consortium international des journalistes d'investigation. Ancien employeur des deux lanceurs d'alerte à l'origine de la fuite, Antoine Deltour et Raphaël Halet, PwC a porté plainte pour vol et est donc à l'origine des poursuites engagées à leur encontre. La firme a usé de tous les moyens à sa disposition pour obtenir l'autorisation d'interroger Raphaël Halet et de perquisitionner son domicile, le soumettant ainsi à d'importantes pressions¹. Margaret Hodge, parlementaire britannique à la tête du comité des comptes publics, a accusé en 2015 PwC d'encourager « l'évasion fiscale à une échelle industrielle »².

1) http://www.francetvinfo.fr/politique/affaire/luxleaks/video-dans-la-peau-d-un-lanceur-d-alerte_1870257.html
2) https://www.challenges.fr/entreprise/royaume-uni-des-deputes-accusent-pwc-d-encourager-l-evasion-fiscale_116708

6 BNP PARIBAS

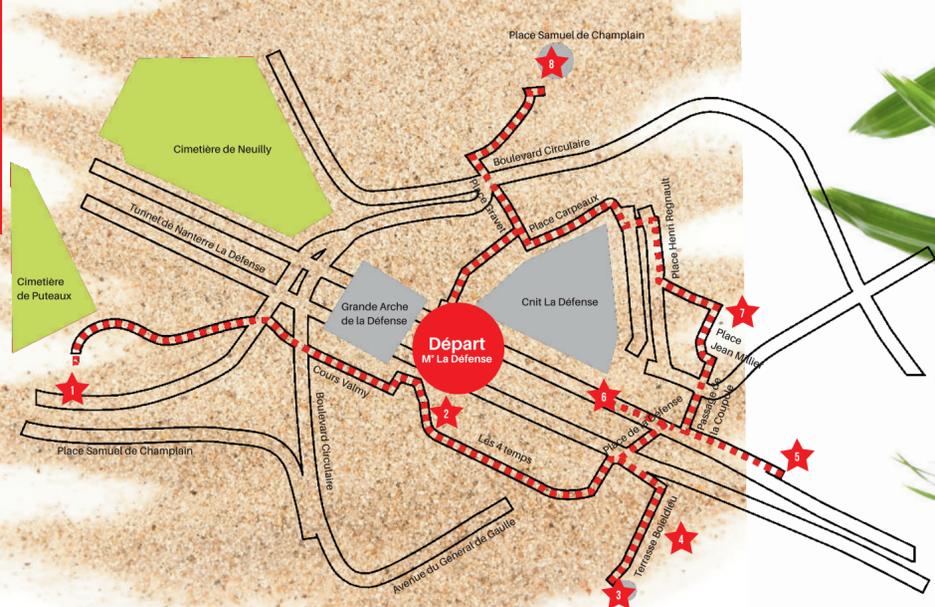
3 Place de la Défense, La Défense
BNP Paribas quitte les Caïmans mais pas ses pratiques d'évasion fiscale
BNP Paribas est la plus importante banque française. C'est aussi celle qui réalise le plus de bénéfices dans les paradis fiscaux : 2,432 milliards d'euros en 2014, soit 35,3 % de ses bénéfices internationaux¹. C'est sa présence aux îles Caïmans, paradis fiscal notoire, où la banque enregistrerait en 2014 un bénéfice de 4 millions d'euros sans salarié qui a valu à la banque d'être prise pour cible par les Faucheurs de chaises, collectif d'associations militantes regroupant Attac, Bizil, ANV-Cop 21 et les Amis de la Terre à l'automne 2015. Tant et si bien que la banque a annoncé, en juin 2016, son retrait des îles Caïmans² : un petit pas si l'on

LA BNP EST LA PLUS IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE. C'EST AUSSI CELLE QUI RÉALISE LE PLUS DE BÉNÉFICES INTERNATIONAUX DANS LES PARADIS FISCAUX : 2,432 MILLIARDS D'EUROS EN 2014 SOIT 35% DE SES BÉNÉFICES.

considère le nombre de paradis fiscaux dans lesquels la BNP est toujours présente (17 en 2014)³, mais qui montre que la pression citoyenne permet d'obtenir des résultats. Le procès, intenté par la BNP au faucheur de chaise Jon Palais en janvier 2017, qui s'est soldé par la relaxe de ce dernier, a légitimé l'action des militants face aux pratiques de la banque. Rappelons également que les Panama Papers ont révélé que la banque avait sollicité le cabinet Mossack Fonseca pour la création de quelques 400 sociétés offshore dans des paradis fiscaux⁴ et qu'en Argentine, 5 dirigeants de la banque ont été mis en examen à la fin 2016, accusés d'avoir fait sortir illégalement un milliard de dollars du pays entre 2001 et 2008⁵.

1) <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-banques.pdf>
2) <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/05/24/97002-20160524FILLWWW00183-bnp-paribas-plus-de-filiales-aux-les-caimans.php>
3) <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-banques.pdf>
4) http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/05/12/panama-papers-bnp-et-credit-agricole-mis-en-cause_4918174_4890278.htm
5) <https://www.mediapart.fr/journal/economie/111016/la-bnp-est-mise-en-cause-dans-un-scandale-un-milliard-de-dollars?onglet=full>

PWC A VU SES PRATIQUES DOUTEUSES RÉVÉLÉES AU MONDE ENTIER AVEC L'AFFAIRE LUXLEAKS, QUI A ÉCLATÉ EN NOVEMBRE 2014.



7 TOTAL

2 place Jean Millier, La Défense
La première entreprise française a des pratiques fiscales aussi opaques que le pétrole qu'elle exploite
Les entreprises pétrolières et minières comme Total exploitent depuis des décennies les ressources naturelles des pays du Sud, mais les profits qu'elles génèrent ne profitent guère aux populations concernées. Au contraire, ils contribuent souvent à entretenir des régimes corrompus et peu démocratiques. Pour y remédier, une directive européenne impose désormais à ces multinationales du secteur extractif la transparence sur les sommes qu'elles versent aux gouvernements et chefs d'État. Total, présente dans des pays aux régimes autoritaires, notamment en Afrique, s'est opposé à l'adoption de cette directive au niveau européen puis à sa transposition en France, en arguant du fait que cela nuirait à ses intérêts commerciaux et à ses négociations avec les pays. Au final, le projet a bien été adopté, mais avec des sanctions ridicules¹.

En réponse aux critiques, Total a voulu jouer la transparence en rendant publique une liste de toutes ses filiales partout dans le monde. Une liste en réalité incomplète, mais qui montre néanmoins que Total est implantée dans des paradis fiscaux notoires, comme les Bermudes, mais aussi d'autres moins identifiées comme tels comme les Pays-Bas². La firme est aussi une habituée des procédures en arbitrage international privé contre les gouvernements qui cherchent à augmenter ses impôts³. Dans le même temps, Total a continué pendant de nombreuses années à ne pas payer d'impôts en France, en prétextant des « pertes » sur son activité dans le pays. De quoi se demander par où passent les milliards de dollars de bénéfices générés chaque année par Total et généreusement distribués à ses actionnaires.

1) <http://multinationales.org/Les-secrets-fiscaux-bien-gar-des>
2) <http://multinationales.org/Transparence-fiscale-les-filiales-outilées-de-Total>
3) <http://multinationales.org/Petrole-ougandais-Total-cherche-a-echapper-l-impot-grace-a-un-traité-de-libre-et> <http://multinationales.org/Les-litiges-fiscaux-se-multiplient-entre-Etats-africains-et-multinationales-sur>



8 ENGIE

Place Samuel de Champlain, La Défense
Engie reçoit des factures d'impôts de l'État français bien plus faibles que les vôtres
Anciennement GDF-Suez, Engie fait partie de ces fleurons qui distinguent la France en matière d'énergie... mais aussi d'inventivité fiscale. Elle est détenue à 33% par l'État français mais ce caractère semi public ne garantit pas son exemplarité. La Commission européenne a en effet ouvert, en septembre 2016 une enquête approfondie sur certains arrangements fiscaux, validés par le Luxembourg, qui auraient permis à l'entreprise de réduire de manière significative ses impôts¹. Un montage en particulier intéresse la Commission : les prêts accordés par les filiales luxembourgeoises, présentés comme des investissements au Luxembourg pour bénéficier d'un régime spécial sur les dividendes et comme des véritables prêts dans les autres pays, de manière à pouvoir déduire les intérêts des bénéfices engrangés. Le journal en ligne lesjours.fr a poursuivi l'enquête, et mis en lumière le rôle d'Engie II, une filiale qui aurait permis une remontée spectaculaire de bénéfices au Luxembourg² : entre 2011 et 2014, ce seraient environ 2 milliards d'euros qui y auraient ainsi été transférés pour bénéficier de la fiscalité avantageuse du Grand-duché. Le gouvernement français, qui a longtemps répété que l'optimisation fiscale agressive était l'apanage des grands groupes américains, ne s'est pas beaucoup exprimé sur ce dossier.

1) http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-3085_fr.htm
2) <https://lesjours.fr/obsessions/la-grande-evasion/ep-16-engie-luxembourg/>

SANS OUBLIER

APPLE

La firme à la pomme met autant de soin au design de ses montages fiscaux qu'à celui de ses iPhones. La Commission européenne l'a condamnée à rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande, pour les impôts qu'elle aurait dû y verser. Une somme dont tous les pays européens devraient récupérer une part, puisque c'est en Irlande qu'Apple localise toutes ses activités hors Amérique du Nord. En tout, ce sont pas moins de 215 milliards de dollars que la multinationale stocke sur des comptes offshore.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Depuis plusieurs années, le Conseil constitutionnel a censuré de très nombreuses mesures de justice fiscale au nom de la « liberté d'entreprendre », du droit de propriété ou encore du secret des affaires. Parmi ses victimes récentes : le reporting pays par pays public, la taxation des hauts revenus à 75% et diverses moutures de l'écotaxe. Faut-il y voir un effet du lobbying discret que les milieux économiques exercent sur le Conseil via les « portes étroites »?

LE MINISTÈRE DES FINANCES

Officiellement chargé de collecter l'impôt et d'assurer l'égalité de tous dans ce domaine, Bercy se réserve souvent le droit de négocier directement leur ardoise fiscale avec les multinationales. Le fisc français accorde lui aussi, comme le Luxembourg, des crédits ou rulings fiscaux secrets à des entreprises. Enfin, il a la haute main sur l'engagement de poursuites judiciaires en matière fiscale - le fameux « verrou de Bercy » - un droit dont il use avec beaucoup de parcimonie. Toutes les tentatives récentes pour supprimer ce verrou ont échoué du fait des pressions conjointes du ministère des Finances et de tous ceux qui s'accrochent à ce système.

FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

C'est le puissant lobby qui défend les intérêts des grandes banques françaises et s'oppose, souvent avec succès, aux tentatives de réforme du secteur financier. Mediapart a par exemple montré comment elle avait poussé les députés, en octobre 2016, à rejeter un projet de durcissement de la taxe sur les transactions financières¹.

1) https://www.mediapart.fr/journal/economie/171016/les-deputes-sous-la-dictée-de-la-fédération-bancaire-française?page_article=1

